



Paris, le 22 janvier 2009

N. réf. : PP/JH 09030

Délocalisation du SETRA : Nicolas Sarkozy : « *J'écoute, mais je tiens pas compte* »

"*J'écoute, mais je tiens pas compte*" a indiqué le Président de la République le 20 janvier 2009 à Sourdun (Seine-et-Marne) en guise de réponse aux nombreux arguments dénonçant le transfert de certains services de l'État en province pour compenser les fermetures de casernes décidées par le même Président de la République dans le cadre de sa révision générale des politiques publiques (RGPP) imposé au ministère de la Défense.

Avec la RGPP, le chef de l'État et le gouvernement décident d'abord des suppressions (ici de casernes, ailleurs d'autres services de l'État) puis annoncent une compensation partielle en délocalisant d'autres services.

Aucune concertation, aucune étude de faisabilité ou d'impacts, aucune analyse préalable pour les compétences de l'État ni pour les personnels.

Dans ce cadre, la Fédération Force Ouvrière de l'Équipement, de l'Environnement, des Transports et des Services (FEETS-FO) a dénoncé le 20 octobre 2008 la décision du gouvernement délocalisant le Service d'Étude sur les Transports, les Routes et leurs Aménagements (SETRA) à Sourdun fin 2010. La FEETS-FO apporte son soutien aux personnels du SETRA et à leurs actions.

Depuis cette annonce, les 300 personnels ont fait savoir qu'ils ne suivraient pas ce transfert ce qui conduira à anéantir la compétence de ce service scientifique et technique. Par ailleurs, la faisabilité technique et opérationnelle de ce transfert est remise en cause tous les jours face aux aménagements que celui-ci nécessiterait.

Résultats : - Sourdun et sa région hériteront d'un service vide, sans l'apport de nouveaux habitants pour remplacer les militaires du 2^{ème} régiment de hussards mutés d'office.

- Le départ des militaires, non compensé, et les investissements nécessaires pour faire venir un service sans personnel ni compétence représenteront une imposante facture pour les collectivités locales concernées.

- L'État et les collectivités territoriales auront perdu le service technique central dont ils ont besoin au quotidien.

- L'ingénierie française routière sera privée d'innovation et de normalisation.

Le tout pour des coûts, financiers et carbone, exorbitants. Un comble pour un service du ministère chargé du développement durable.

Les pertes financières et de compétences publiques imposent pourtant un « *je compte et donc j'écoute* » plutôt que « poursuivre pour poursuivre » une réforme injustifiée et injustifiable.

La défense des fondements comme des fondamentaux du service public républicain sera l'un des piliers de la mobilisation et de la grève interprofessionnelle du 29 janvier 2009. Les services délocalisés dogmatiquement seront au cœur de celles-ci.

La République et la démocratie méritent mieux que des maximes proclamant « *Je pense, donc tu suis* ».

Contacts : 01.44.88.86.20. Jean HEDOU – Pascal PAVAGEAU